

Histoire et histoires de notre école (5)

Etranges étrangers dans notre école ... empruntons à Jacques Prévert ces quelques mots pour caractériser un épisode de 3 années, de 1939 à 1942, qui vont marquer la vie de l'école de Loupiac, comme les écoles voisines, et imprimer des souvenirs durables dans les mémoires des enfants de la commune.

En feuilletant le registre matricule de l'école de Loupiac, document qui tient à jour le mouvement des élèves, inscriptions et radiations, on trouve pour la rentrée scolaire d'octobre 1939 parmi quelques nom familiers de la commune, Cabannes, Rousset, Mothes, Bergadiou, Dauba, Darquey entre autres, 33 patronymes essentiellement à consonance italienne ou polonaise, tous entrés entre le 10 octobre et le 28 novembre. 33 petits écoliers de 5 à 13 ans répartis en 21 familles. Ce sont ceux que l'on nommait les réfugiés, « lous réfugiats » comme disaient nos gascons loupiacais en prononçant toutes les lettres.

Qui étaient-ils ? : Des lorrains de Meurthe-et-Moselle pour l'essentiel de la ville de Mont Saint Martin, cité ouvrière et minière peuplée alors de plus de 5000 habitants. Des ouvriers pour la plupart, d'origine immigrée, italiens et polonais vivant et travaillant dans cette partie de territoire national rattachée à la France après la guerre la première guerre mondiale, une région riche et développée où le progrès était déjà rentré dans la plupart des maisons contrairement à notre Sud-Ouest rural encore nettement sous-développé.

Comment étaient-ils arrivés là ? : Notre XXI^{ème} siècle n'a rien inventé avec son cortège de réfugiés occupant nos écrans et fuyant les guerres, les dictatures, les massacres ou la misère. De tous temps des groupes humains ont cherché pour leur survie un monde un peu meilleur, un peu mieux apaisé, un peu plus sécurisant.

Dans les années 30, la France a construit une ligne fortifiée réputée infranchissable : la ligne Maginot. Cette fortification n'épousait pas exactement la frontière et laissait en avant une zone dite zone rouge que l'Etat-major destinait aux déplacements de troupes en cas de guerre de positions comme celle de 1914-1918.

Cette zone rouge devait être évacuée en cas de menace immédiate. Cette menace se précisa le premier septembre 1939 avec l'invasion de la Pologne par les armées allemandes suivie par la déclaration de guerre de la France le 3 septembre.

L'ordre d'évacuation fut aussitôt donné et en quelques jours, plus de 500 000 alsaciens et lorrains durent laisser leurs maisons, leurs usines, leurs fermes, leur travail et gagner l'arrière de la ligne Maginot puis être dirigés vers le Sud-ouest de la France dans à peu près tous les départements de l'Occitanie et de la Nouvelle Aquitaine.

La totalité des réfugiés originaires de Meurthe-et-Moselle fut dirigée vers les Landes et la Gironde, avec pour seul viatique 30 kg de bagages et 4 jours de vivres.

Tout au long de ce trajet en train, comme de nos jours, les organisations humanitaires, essentiellement la Croix Rouge, venaient en aide aux réfugiés pour la nourriture et les soins.

A l'école de Loupiac : C'est ainsi que les Critinelli (3), les Sartori (2), les Stakow (2), les Sotja (3), les Fochesato (2), les Fernandez (2), les Gauer (2) et quelques autres se retrouvèrent dans l'école dirigée par Jean Dumeste, certains repartirent au bout de quelques semaines pour une autre destination, les Sotja à Blagnac, les Canini à Saint Nazaire, les Bourton à La Réole, etc.

Mais ils furent encore une vingtaine qui fréquentèrent l'école de Loupiac, pour la plupart jusqu'en juillet 1942. Quelques-uns y passèrent le Certificat d'Etudes, comme Lucette Baer, Adèle Colonello, Yvonne Tombolato ou Joseph Stabytowsky.

Dans ces familles, peu d'hommes ; beaucoup d'entre eux furent mobilisés dès septembre pour ce que l'on nommera la « drôle de guerre » dans l'attente de l'attaque allemande qui surviendra en Mai 1940 et contournera la ligne Maginot, à jamais inutile et conçue pour la guerre d'avant

L'accueil, l'hébergement, le travail : On est loin d'avoir affaire à une population de miséreux, ils étaient certes démunis par l'exode, mais leur niveau de vie antérieur était égal et souvent supérieur à celui de la population rurale de notre canton.

Suivant les sources, l'Etat leur versait une indemnité d'environ 10 francs par adulte et par jour, et de 6 francs par enfant, ce qui à l'époque représentait 4 à 5 heures de salaire horaire et pourvoyait à des dons de vêtements et de nourriture. Dans certaines campagnes où le travail n'est pas toujours rémunéré, cela suscitait des jalousies, certains maires écrivant au préfet pour se plaindre du trop grand nombre de réfugiés.

Même si les quelques témoins de ce temps qui ont vécu l'épisode avec leurs yeux d'enfants ont plutôt de bons souvenirs, tout ne dut pas être facile. Certains trouvèrent à s'employer comme manœuvres dans les fermes d'avant le machinisme agricole où les bras et la force animale fournissaient l'essentiel de l'énergie.

Il faut imaginer le choc des cultures, des langues, presque de civilisation entre une population ouvrière de l'Est récemment française et une population exclusivement rurale et gasconne installée depuis longtemps.

Ils furent logés dans des locaux libres des communes lorsqu'ils existaient ou dans les annexes des fermes disponibles et aussi directement chez l'habitant comme chez Mothes aux Laurets.

A Loupiac, ce qui est surprenant, c'est de ne pas trouver trace dans les procès-verbaux des conseils municipaux de 1939 d'actions en faveur de cette population, si ce n'est en décembre pour indiquer que l'Etat pourvoit à l'achat de fournitures scolaires pour les réfugiés. On peut penser que la préfecture avait la main sur ce dossier.

Le retour : A partir de 1942, les retours s'effectuèrent avec le concours de l'Etat Français et du commandement allemand suivant la politique de collaboration ; il fallait faire tourner les usines et les fonderies de ce pays minier (8 hauts fourneaux étaient en activité à Mont Saint Martin avant la guerre). Mais certains restèrent plus longtemps comme Jean Stakow reparti seulement en juillet 1946 avec ses parents et dont l'instituteur, Roger Dubourg, qui ne l'avait pourtant pas épargné suivant le témoignage de Rosette Dupons, mentionnait : « élève intelligent, a l'intention de rentrer à l'école professionnelle des aciéries de Longwy »

Quelques témoignages : Hormis celui qui a marqué Rosette Dupons, même si la mémoire des faits disparaît avec ceux qui l'ont vécu, il reste dans quelques maisons des souvenirs marquants.

« Je me souviens de l'arrivée des tous ces drôles, raconte Ginette Rousset qui allait à l'école à Fontet, il fallait faire de la place, nous étions 3 par banc prévus pour 2. Les femmes ne trouvaient pas ici le confort qu'elles avaient là-bas, elles s'occupaient bien des enfants et de la maison, mais elles n'allaient pas dehors, ce n'était pas toujours bien vu ».

« Nous avons été bien accueillis, car nous étions attendus, mais ça n'a pas duré, les gens en avaient un peu assez « dous réfugiats », confie René Guillaume de Hure qui arriva avec la cohorte des déplacés, mais je n'en garde pas un mauvais souvenir, pour nous les enfants, c'était l'aventure, je me souviens du premier repas, on nous a servi du lait dans une assiette, une autre fois, on avait traversé la Garonne sur un pont de bateaux. »